

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Règlement de consultation

**relatif aux marchés reconductibles de gardiennage passés par
appel d'offres ouvert**

Dispositions générales (RCDG)

Version 3 (Décembre 2021)

Préambule

Le règlement de la consultation, établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement des achats de l'ONEE, comporte deux parties : les dispositions particulières (RCDP) et les dispositions générales (RCDG).

Le présent document (RCDG) fixe les dispositions générales applicables. Certains articles comportent des clauses présentées en option ; dans ce cas, seule l'option indiquée par le RCDP est applicable ; les autres options sont considérées nulles et non avenues.

Règlement de consultation - Dispositions Générales (RCDG)

Sommaire

A. INTRODUCTION	3
ARTICLE 1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 2. FINANCEMENT	3
ARTICLE 3. PROCÉDURE	3
ARTICLE 4. CONDITIONS REQUISES DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 5. GROUPEMENT	4
B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 6. COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 7. MODIFICATION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 8. RETRAIT ET TÉLÉCHARGEMENT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
C. PRÉPARATION ET DÉPÔT DES OFFRES.....	4
ARTICLE 9. LANGUE ET PRÉPARATION DES OFFRES	4
ARTICLE 10. CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 11. PRIX DES OFFRES	6
ARTICLE 12. VARIANTES TECHNIQUES.....	6
ARTICLE 13. INFORMATION ET DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS.....	6
ARTICLE 14. RÉUNION OU VISITE DES LIEUX	6
ARTICLE 15. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE.....	6
ARTICLE 16. PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 17. DÉPÔT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 18. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	7
D. OUVERTURE DES PLIS ET ÉVALUATION DES OFFRES.....	7
ARTICLE 19. DÉROULEMENT DES SÉANCES D'OUVERTURE DES PLIS ET ÉVALUATIONS DES OFFRES	7
ARTICLE 20. EXAMEN DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET ADDITIFS ET VÉRIFICATION DE LA PRÉSENCE DES PIÈCES	8
ARTICLE 21. VÉRIFICATION ET ÉVALUATION DES OFFRES FINANCIÈRES.....	8
ARTICLE 22. PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE, DES COOPÉRATIVES, DES UNIONS DE COOPÉRATIVES ET DES AUTO-ENTREPRENEURS.....	10
ARTICLE 23. CLASSEMENT DES OFFRES.....	10
ARTICLE 24. ÉQUIVALENCE DES OFFRES	11
ARTICLE 25. OFFRES EXCESSIVES OU ANORMALEMENT BASSES.....	11
ARTICLE 26. EXAMEN ET ÉVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES	11
ARTICLE 27. REJET DES OFFRES	12
E. ATTRIBUTION DU MARCHÉ	14
ARTICLE 28. COMPLÉTUDE DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET EXAMEN DE LA RÉPONSE DU CONCURRENT AYANT PRÉSENTÉ L'OFFRE LA PLUS AVANTAGEUSE	14
ARTICLE 29. CONTACTS AVEC L'ONEE OU LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES	14
ARTICLE 30. MISE AU POINT ET SIGNATURE DU MARCHÉ.....	14
F. RÉCLAMATIONS ET RECOURS	15
ARTICLE 31. RÉCLAMATIONS ET RECOURS	15

A. Introduction

Article 1. Objet de l'appel d'offres

Le présent RCDG s'applique aux marchés reconductibles de gardiennage passés par appel d'offres ouvert pour le compte de l'ONEE.

Le **RCDP** précise l'objet de l'appel d'offres dans le cas d'un marché unique ou l'objet des lots dans le cas d'un marché alloti.

Article 2. Financement

Sauf stipulation contraire du **RCDP**, le financement du projet objet de l'appel d'offres est assuré par l'ONEE.

Article 3. Procédure

Le présent appel d'offres est soumis aux dispositions du règlement des achats de l'ONEE du 1^{er} Avril 2021 désigné ci-après par « règlement des achats » (disponible aux sites web des achats de l'ONEE).

La procédure de la présente consultation est l'appel d'offres ouvert.

Article 4. Conditions requises de participation des concurrents

I - Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement des achats :

1. Peuvent valablement participer au présent appel d'offres et être attributaires du marché, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- sont autorisées à exercer l'activité de gardiennage conformément aux dispositions du dahir n°1-07-155 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n°27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds.

2. Ne sont pas admis à participer au présent appel d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement des achats ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres ;
- les concurrents affiliés aux prestataires de service ayant contribué à préparer tout ou partie du dossier de consultation ;
- le concurrent ayant un lien spécifique avec d'autres concurrents de nature à fausser la concurrence.

Un concurrent ne peut présenter des offres en tant que concurrent individuel et en même temps en tant que membre d'un groupement participant dans la même consultation (ou pour un même lot en cas d'appel d'offres alloti). Aussi, une entreprise ne peut présenter des offres en tant que membre de deux ou plusieurs groupements dans le cadre de la même consultation (ou pour un même lot en cas d'appel d'offres alloti).

Article 5. Groupement

Il sera fait application des dispositions de l'article 140 du règlement des achats.

B. Dossier d'appel d'offres

Article 6. Composition du dossier d'appel d'offres

Il sera fait application des dispositions de l'article 19 du règlement des achats.

Le **RCDP** fixe la liste des pièces composant le dossier d'appel d'offres.

Article 7. Modification des documents d'appel d'offres

Il sera fait application des dispositions de l'alinéa 7 de l'article 19 du règlement des achats.

Article 8. Retrait et téléchargement du dossier d'appel d'offres

Il sera fait application des dispositions des alinéas 3, 5 et 6 de l'article 19 du règlement des achats.

Le (ou les) lieu(x) et l'adresse des points de retrait des dossiers ainsi que les modalités de leur mise à disposition aux candidats sont indiqués dans **l'avis d'appel d'offres**.

Chaque candidat a droit à un seul retrait du dossier d'appel d'offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail marocain des marchés publics. Toutefois, et si les plans et les documents techniques sont prévus au niveau du dossier d'appel d'offres, ils peuvent ne pas être téléchargeables à partir du portail des marchés publics. Dans ce cas, **l'avis d'appel d'offres** précise le moyen de remise desdits plans et documents techniques.

C. Préparation et dépôt des offres

Article 9. Langue et préparation des offres

L'offre préparée par les concurrents ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre, échangés entre les concurrents et l'ONEE, seront rédigés en langue française.

Dans le cas de documents établis dans une autre langue, les documents originaux devront être assortis d'une copie traduite en langue française.

Les plans, documents et pièces écrites doivent utiliser exclusivement le système métrique et les unités qui s'y rattachent, à l'exception éventuellement des catalogues et brochures.

Pour les documents produits en plusieurs exemplaires, l'original et les copies doivent être marqués.

Les documents fournis doivent être complets et conformes aux modèles annexés. En particulier, l'offre technique doit être complète et conforme à tout égard et appuyée de la documentation nécessaire.

Le concurrent évitera de fournir des documents non demandés ou ne répondant pas parfaitement aux exigences du règlement de consultation.

Article 10. Contenu des dossiers des concurrents

En application des dispositions des articles 18, 25, 27 et 28 du règlement des achats, les concurrents doivent préparer et présenter dans leurs offres les pièces et dossiers (A), (B), (C), (D), (E) et (F) ci-après.

En cas d'appel d'offres alloti, le concurrent peut présenter une offre pour un seul lot, pour plusieurs lots ou pour tous les lots. Dans ce cas, le concurrent devra, pour chaque lot, produire les dossiers visés ci-dessus. Toutefois, le **RCDP** peut exiger la production des dossiers (B), (C) et (D), en une seule fois pour l'ensemble des lots ou bien en autant de fois que cela est requis.

A – Dossier administratif

Il sera fait application des dispositions prévues aux alinéas 1) du I-A, II, III et IV de l'article 25 du règlement des achats.

B – Cahier des prescriptions spéciales (CPS) ainsi que ses addenda éventuels, paraphés, signés et cachetés par le concurrent.

Les concurrents doivent présenter un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales (CPS) ainsi que ses addenda éventuels, paraphés et signés. La signature doit être précédée de la mention manuscrite « lu et accepté ». Toutes les pages doivent être paraphées et cachetées par le concurrent.

C – Dossier technique

Il sera fait application des dispositions du paragraphe I-B de l'article 25 du règlement des achats.

Le **RCDP** énumère la liste des pièces à produire par le concurrent.

D – Dossier additif

Il sera fait application des dispositions du paragraphe I-C de l'article 25 du règlement des achats.

Le **RCDP** énumère la liste des pièces complémentaires à produire par le concurrent.

E – Offre financière

Il sera fait application des dispositions de l'article 27 du règlement des achats.

Le **RCDP** précise les pièces devant constituer l'offre financière.

Les prix et le montant de l'offre financière doivent être exprimés avec deux décimales (deux chiffres après la virgule maximum).

Les concurrents doivent formuler et exprimer le prix des offres en dirham marocain.

En cas de proposition de rabais par un concurrent, ledit rabais est indiqué dans l'acte d'engagement et exprimé en pourcentage du montant de l'offre.

En cas d'appel d'offres alloti, les concurrents peuvent présenter des rabais conditionnels sur les montants des offres selon le nombre de lots susceptibles de leur être attribués, conformément à l'article 27 du règlement des achats.

Le rabais proposé est applicable à tous les prix du bordereau des prix-détail estimatif et à toutes les colonnes du sous-détail des prix.

L'offre financière, après rabais proposé le cas échéant, doit couvrir, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives aux conditions du travail, à la protection de la main d'œuvre et à la sécurité sociale : le salaire minimum légal (SMIG), le congé annuel payé, les jours de fêtes payés, les jours fériés, le repos hebdomadaire, les cotisations patronales des charges sociales, les assurances accidents du travail (AT) et responsabilité civile (RC), ainsi que la marge bénéficiaire du concurrent et les frais afférents à la prestation.

F – Offre technique

Il sera fait application des dispositions de l'article 28 du règlement des achats.

Le **RCDP** énumère la liste des pièces devant constituer l'offre technique en précisant les éléments permettant l'évaluation de la conformité pour l'essentiel de l'offre technique.

Les indications contenues dans l'offre technique constituent l'engagement contractuel du concurrent d'affecter au projet les personnes nommément désignées.

En cas de groupement d'entreprises, le cahier des prescriptions spéciales (y compris ses addenda éventuels), l'offre financière et l'offre technique présentés par le groupement sont signés, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Article 11. Prix des offres

Il sera fait application des dispositions des articles 11 et 12 du règlement des achats.

Les prix de l'offre doivent couvrir l'ensemble des prestations décrites dans les documents de l'appel d'offres.

En établissant ses prix, le concurrent est réputé avoir examiné en détail et avoir tenu compte de toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur à la remise des offres.

Les prix doivent obligatoirement être renseignés en respectant strictement les modèles du bordereau des prix-détail estimatif et du sous-détail des prix. Ainsi, lesdits prix devront garder les mêmes codes, libellés, unités et quantités que ceux de la solution de base.

Article 12. Variantes techniques

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée en application de l'article 30 du règlement des achats.

Article 13. Information et demande d'éclaircissements

Il sera fait application des dispositions de l'article 22 du règlement des achats.

L'avis d'appel d'offres précise les coordonnées de l'entité (maître d'ouvrage) à laquelle les concurrents peuvent adresser éventuellement leurs demandes d'éclaircissement.

Article 14. Réunion ou visite des lieux

Il sera fait application des dispositions de l'article 23 du règlement des achats.

L'avis d'appel d'offres et le **RCDP** précisent si une visite des lieux et/ou une réunion est prévue ainsi que son caractère obligatoire ou facultatif, le cas échéant.

Article 15. Cautionnement provisoire

Il sera fait application des dispositions des articles 21 et 140 du règlement des achats.

Article 16. Présentation des dossiers des concurrents

Il sera fait application des dispositions de l'article 29 du règlement des achats.

En cas d'appel d'offre alloti, les dossiers définis à l'article 10 ci-dessus, sont présentés par les concurrents pour chaque lot, sauf dispositions particulières prévues conformément à l'article 10 du **RCDP**.

Sauf dispositions contraires du **RCDP**, et pour les offres qui seront déposées sur support papier, le candidat prépare deux exemplaires de chaque dossier dont un original indiquant clairement sur les exemplaires "original" et "copie" selon le cas. Les documents des offres financières et offres techniques, le cas échéant, doivent également être produits sur support électronique. En cas de discordances entre les exemplaires (original et copie) remis ou entre la version papier et le support électronique, l'original en papier fera foi.

Article 17. Dépôt et retrait des plis des concurrents

1. Dépôt des plis

Il sera fait application des dispositions de l'article 31 du règlement des achats.

2. Retrait des plis

Il sera fait application des dispositions de l'article 32 du règlement des achats.

Le **RCDP** précise si la réponse électronique à l'appel d'offres est permise.

Article 18. Délai de validité des offres

Il sera fait application des dispositions des articles 33 et 136 du règlement des achats.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de 75 jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

D. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 19. Déroulement des séances d'ouverture des plis et évaluations des offres

Il sera fait application des dispositions des articles 36, 38 et 40 du règlement des achats.

L'ouverture des enveloppes se fait en un **seul temps** où toutes les enveloppes sont ouvertes.

L'ouverture des plis et enveloppes, l'examen des dossiers et l'évaluation des offres des concurrents par la commission d'appel d'offres s'effectuent suivant les étapes et dans les conditions précisées ci-après :

- Ouverture, en séance publique, des plis des concurrents et des enveloppes contenant les dossiers administratifs, techniques et additifs, des enveloppes contenant les offres financières et des enveloppes contenant les offres techniques ;
- Examen à huis clos, pour tous les concurrents, des pièces des dossiers administratifs et vérification de la présence des pièces des autres dossiers et offres ouvertes ;
- Examen et vérification, à huis clos, des offres financières des concurrents retenus ;
- Classement des offres financières des concurrents retenus ;
- Information des concurrents, le cas échéant, des rectifications des erreurs matérielles relevées au niveau de leurs offres financières et le montant total de l'acte d'engagement ainsi corrigé ;

Pour le concurrent classé premier :

- Examen de ses dossiers technique et additif ;
- Examen de son offre technique ;
- Sa désignation comme le concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse, si ce concurrent est retenu à toutes les étapes de l'évaluation ci-dessus ;
- Son invitation à compléter son dossier administratif et à produire, le cas échéant, des éléments de réponse ;

- Examen de sa réponse et décision de le retenir ou de l'écartier ;

Si le concurrent classé premier est écarté à n'importe quelle étape de l'évaluation, la commission :

- Invite, dans les mêmes conditions ci-dessus, le concurrent dont l'offre est classée la suivante après avoir examiné, le cas échéant, ses dossiers et offres ;
- Examine, à huis clos, sa réponse et décide de le retenir ou de l'écartier.

Cette opération est répétée jusqu'à l'attribution de l'appel d'offres ou la déclaration de l'appel d'offres infructueux.

Toutefois, la commission d'appel d'offres peut décider de procéder, en même temps, à l'examen et à l'évaluation des dossiers et offres de tous ou plusieurs concurrents retenus à l'issue de l'évaluation et classement des offres financières.

Article 20. Examen des dossiers administratifs, techniques et additifs et vérification de la présence des pièces

I. Examen des dossiers administratifs et vérification de la présence des pièces des dossiers et offres ouverts :

La commission d'appel d'offres procède, pour tous les concurrents, à l'examen des pièces du dossier administratif et à la vérification de la présence des pièces des autres dossiers et des offres ouverts conformément à l'article 36-A du règlement des achats.

II. Examen des dossiers techniques et additifs :

Après avoir examiné et classé les offres financières des concurrents conformément à l'article 21 ci-dessous, la commission d'appel d'offres procède à l'examen des dossiers techniques et additifs suivant les étapes et dans les conditions prévues à l'article 36-A du règlement des achats.

Le **RCDP** précise les critères d'admissibilité des dossiers techniques et additifs conformément à l'article 18 du règlement des achats.

La commission peut, le cas échéant, avant de se prononcer, demander par écrit à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs dossiers technique et additif, le cas échéant, ainsi que sur la convention constitutive du groupement, si le concurrent est un groupement d'entreprises. À cet effet, les concurrents doivent fournir, à la première demande et dans le délai prescrit, une réponse complète et exhaustive, faute de quoi la commission est fondée à écartier l'offre du concurrent sans qu'il soit destinataire d'un questionnaire supplémentaire.

La commission peut exiger aux concurrents de produire tout document nécessaire à la vérification des informations figurant au niveau des attestations de fin d'exécution des prestations présentées dans leurs dossiers techniques (procès-verbaux de réception, factures, décomptes...) dans le cas où ces attestations ne permettent pas à la commission de les apprécier selon les critères d'admissibilité et de similarité exigés ou si elles contiennent des données présentant des incohérences nécessitant davantage d'éclaircissements.

Article 21. Vérification et évaluation des offres financières

La commission d'appel d'offres procède à la vérification et l'évaluation des offres financières dans les conditions définies aux articles 36 et 40 du règlement des achats.

Toute offre de rabais qui n'est pas indiquée dans l'acte d'engagement, qui n'est pas exprimée en pourcentage du montant de l'offre ou qui est accordée après ouverture des plis, n'est pas prise en compte.

En cas de groupement, et en cas de discordance entre les éléments ci-après, figurant au niveau de l'offre financière et ceux indiqués au niveau de la convention de la constitution du groupement y compris la note l'accompagnant, ceux qui figurent au niveau de la convention de la constitution du groupement prévalent, à savoir :

- La nature du groupement (conjoint ou solidaire) ;
- La désignation du mandataire ;
- La répartition des prestations selon la ou les parties des prestations que chaque membre du groupement s'engage à réaliser ;
- La quote-part en pourcentage de chaque membre du groupement par rapport au montant global de l'offre financière.

Dans ce cas, le groupement concerné sera invité à régulariser les discordances constatées entre ces pièces conformément à l'article 28 ci-dessous.

En application de l'article 27 et de l'alinéa A-3 de l'article 40 du règlement des achats, lorsque des erreurs matérielles ou de calcul ont été constatées lors de la vérification des offres financières, la commission les corrige de la façon suivante :

Vérification du sous-détail des prix :

- L'offre du concurrent concerné sera écartée dans les cas suivants :
 - le sous-détail d'un ou plusieurs prix est omis ;
 - le salaire de travail annuel par agent est non chiffré ou strictement inférieur au SMIG annuel (après rabais éventuel) ;
 - une des cases des colonnes suivantes est chiffrée à une valeur nulle ou non chiffrée par le concurrent :
 - Assurances (Accidents de travail et Responsabilité civile) annuelles par agent ;
 - Frais et charges annuels par agent ;
 - Marge bénéficiaire annuelle par agent.
- En cas d'erreur de calcul des montants des colonnes du sous-détail, ces montants seront rectifiés selon les formules de calcul prévues par le dossier d'appel d'offres, à l'exception des colonnes suivantes qui doivent être chiffrées par le concurrent :
 - Salaire de travail annuel par agent ;
 - Assurances (AT et RC) annuelles par agent ;
 - Frais et charges annuels par agent ;
 - Marge bénéficiaire annuelle par agent.
- Si un prix est chiffré de plus de deux décimales, le prix est arrondi au centime le plus proche ;

Vérification du bordereau des prix-détail estimatif :

- En cas de différence entre les montants en chiffres et en lettres des prix unitaires hors taxes (PU HT) du bordereau des prix-détail estimatif et ceux de la dernière colonne du sous-détail des prix, les montants du sous-détail arrêtés après vérification arithmétiques sont tenus pour bons pour établir les montants corrigés des prix unitaires et prix partiels de l'offre financière et pour arrêter le montant réel de l'acte d'engagement en conséquence ;
- Si un prix est chiffré de plus de deux décimales, le prix est arrondi au centime le plus proche ;
- Si les prix ne sont pas indiqués en lettres, les prix en chiffres feront foi ;
- En cas de différence entre un prix unitaire et le montant total découlant de la multiplication de ce prix par la quantité y afférente, le prix unitaire prévaut ;
- Si un nouveau prix est ajouté, il est supprimé et déduit du montant de l'offre ;

- En cas de discordances dans les unités de compte ou dans les quantités, ceux-ci sont rectifiés par les unités de compte ou les quantités tels qu'ils figurent dans le dossier d'appel d'offres ;
- En cas de discordances sur les libellés et codes des prix, ils seront corrigés par les libellés et codes des prix tels qu'ils figurent dans le dossier d'appel d'offres.

Pour les prix avec sous-détail :

- Dans le cas où un ou plusieurs prix du bordereau des prix-détail estimatif sont omis, chiffrés à une valeur nulle ou non chiffrés par le concurrent, les prix unitaires du sous-détail prévalent (les montants de la dernière colonne arrêtés après vérification arithmétique) ;

Pour les prix sans sous-détail :

- Si un prix est non chiffré, il est considéré comme chiffré à une valeur nulle, ne sera pas payé quelle que soit la quantité exécutée, et sera censé être couvert par les autres postes ;
- Dans le cas où un ou plusieurs postes de prix, libellés au niveau du bordereau des prix-détail estimatif pour lesquels un sous-détail n'est pas exigé, sont omis par le concurrent, les dispositions suivantes s'appliquent :
 - Si l'estimation des prix omis représente plus de 5% du montant de l'estimation visée à l'article 5 du règlement des achats et publié dans les avis de publicités, l'offre du concurrent concerné sera considérée comme non-conforme à l'objet du marché et sera alors écartée ;
 - Sinon, pour le besoin de classement des offres, et uniquement pour ce besoin, la commission attribue d'office à chacun des prix omis, le montant de l'estimation du prix correspondant. Si l'offre du concurrent concerné est retenue comme l'attributaire du marché, les postes omis seront considérés comme ayant un prix nul, ne seront pas payés quelle que soit la quantité exécutée, et seront censés être couverts par les autres postes.
- En cas de différence entre le prix en chiffres et le prix en lettres, celui correspondant au montant en lettres prévaut à moins qu'il s'agisse d'une erreur évidente et manifeste commise par le concurrent, auquel cas le prix unitaire en chiffres prévaut. Une erreur est considérée comme évidente, quand aucun élément ne permet à la commission de douter de son caractère involontaire, que la valeur de l'offre ne souffre d'aucune ambiguïté et que le montant partiel dudit poste indiqué par le concurrent ne se trouve pas modifié.

Article 22. Préférence en faveur de l'entreprise nationale, des coopératives, des unions de coopératives et des auto-entrepreneurs

Il sera fait application des dispositions de l'article 138 du règlement des achats.

Aucune préférence n'est accordée aux offres présentées par les entreprises, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Article 23. Classement des offres

Il sera fait application des dispositions des articles 18§I-3 et 40 du règlement des achats.

La commission procède au classement des offres des concurrents retenus, tenant compte des dispositions de l'article 21 ci-dessus.

Le seul critère à prendre en considération est le montant de l'offre financière proposée.

Dans le cas d'un appel d'offres alloti :

- i. Il sera procédé au classement des offres par lot sur la base de la meilleure combinaison des offres permettant à l'ONEE de retenir le scénario le plus avantageux pour l'ensemble des lots, en tenant compte des rabais conditionnels éventuellement proposés.

- ii. Si un concurrent classé premier est écarté à n'importe quelle étape de l'évaluation, la commission procède à un nouveau classement des offres conformément à l'alinéa i ci-dessus.

Article 24. Équivalence des offres

Il sera fait application du paragraphe A-4 de l'article 40 du règlement des achats.

Les offres sont tenues pour équivalentes si leurs montants globaux, tels que définis par l'article 23 ci-dessus, sont égaux. Dans ce cas, et pour départager les concurrents, il est procédé entre eux, en séance publique, à un tirage au sort pour le classement de leurs offres, sauf si l'un d'entre eux est une coopérative, une union de coopérative ou un auto-entrepreneur.

Si l'un des concurrents est une coopérative, une union de coopératives ou un auto-entrepreneur, un droit de préférence est accordé, en cas d'offres équivalentes, à l'offre présentée par la coopérative, l'union de coopératives ou l'auto-entrepreneur.

Dans le cas où les offres présentées par les coopératives, les unions de coopératives ou les auto-entrepreneurs sont tenues pour équivalentes, la commission procède à un tirage au sort pour les départager.

Article 25. Offres excessives ou anormalement basses

Il sera fait application des dispositions de l'article 41 du règlement des achats.

Une offre est considérée excessive lorsque son montant est supérieur de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations.

Une offre est considérée anormalement basse lorsque son montant est inférieur de plus de trente-cinq pourcent (35%) par rapport à l'estimation du coût des prestations.

Article 26. Examen et évaluation des offres techniques

La commission d'appel d'offres procède à l'examen et à l'évaluation des offres techniques dans les conditions fixées dans l'article 38 du règlement des achats.

Le **RCDP** précise les critères d'admissibilité des offres tels que définis dans l'article 18 du règlement des achats ainsi que les éléments permettant l'évaluation de la conformité pour l'essentiel de l'offre technique tels que définis par l'article 38 du règlement des achats.

Une offre non conforme pour l'essentiel est une offre qui affecte le champ, la qualité ou l'exécution du marché ou qui porte atteinte aux principes de l'équité, au regard de la concurrence, des autres concurrents.

Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du dossier d'appel d'offres, sans divergence, réserve ou omission importante. Le **RCDP** fixe à cet effet les éléments de l'offre technique ne pouvant comporter aucune divergence. Si le **RCDP** ne fixe pas ces éléments, l'offre technique devra alors être conforme dans l'absolu.

Si une offre est conforme pour l'essentiel, la commission peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux spécifications de l'appel d'offres.

À cet effet, la commission demande par écrit aux concurrents concernés de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire complémentaire ou modificative pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée en vue de redresser l'offre technique pour se conformer aux spécifications de l'appel d'offres. Une telle demande ne peut, en aucun cas, porter sur un élément quelconque du prix de l'offre ni changer la notation technique, le cas échéant.

La commission peut, le cas échéant, avant de se prononcer, demander par écrit à l'un ou à plusieurs concurrents des demandes d'éclaircissements sur leurs offres techniques.

Les concurrents doivent fournir, à la première demande et dans le délai prescrit, une réponse complète et exhaustive aux demandes d'éclaircissement ou de redressement à la commission, faute de quoi la commission est fondée à écarter l'offre du concurrent concerné sans qu'il soit destinataire d'un questionnaire supplémentaire.

Article 27. Rejet des offres

La commission écarte les concurrents et les offres notamment pour les motifs suivants :

A- Conditions de participation et de présentation des offres

1. Les concurrents qui ont fourni une déclaration sur l'honneur qui s'est avérée inexacte ou qui ont produit de faux renseignements ou pièces falsifiées. Cette disposition est appliquée à tout moment de l'évaluation des offres ;
2. Les concurrents qui ne remplissent pas les conditions requises conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessus, notamment les concurrents qui ont fait, entre temps, l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions de l'article 142 du règlement des achats ;
3. Les concurrents qui sont représentés par la même personne dans le cadre du même appel d'offres (du lot unique ou du même lot en cas d'appel d'offres alloti) ;
4. Les concurrents ayant présenté plus d'une offre dans le cadre de l'appel d'offres (du lot unique ou du même lot en cas d'appel d'offres alloti) ;
5. Les concurrents ayant présenté des offres en tant que concurrent individuel et en même temps en tant que membre d'un groupement participant dans le même appel d'offres (du lot unique ou du même lot en cas d'appel d'offres alloti) ;
6. Les entreprises ayant présenté des offres en tant que membre de deux ou plusieurs groupements dans le cadre du même appel d'offres (du lot unique ou du même lot en cas d'appel d'offres alloti) ;
7. Les concurrents qui n'ont pas participé à la visite des lieux ou à la réunion lorsque cette visite ou cette réunion est obligatoire. La commission d'appel d'offres se basera sur le procès-verbal visé à l'article 23 du règlement des achats mentionnant les concurrents présents ;
8. Les concurrents qui n'acceptent pas de prolonger le délai de validité de leurs offres ou qui ne donnent pas suite à la demande de prorogation, après demande de la commission conformément à l'article 33 du règlement des achats ;
9. Les offres limitant sensiblement et en contradiction avec le dossier d'appel d'offres, les droits de l'ONEE ou les obligations du concurrent en vertu du marché ;
10. Les concurrents qui ont déposé, lorsque la réponse électronique est permise, une pièce non signée électroniquement au moyen d'un certificat électronique délivré par une autorité de certification agréée, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

B- Examen des dossiers administratifs

11. Les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées du dossier administratif, sauf pour le cahier des prescriptions spéciales ainsi que ses addenda éventuels ;
12. Les concurrents qui ont produit des récépissés de cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, lorsqu'il est exigé :
 - a. non original ;
 - b. dont l'objet n'est pas conforme à celui de l'appel d'offres ;
 - c. dont le montant est inférieur à la somme demandée ;

- d. ou qui comporte des réserves ou des restrictions. En particulier, toute mention de date fixe de fin de validité du cautionnement provisoire sera considérée comme une restriction justifiant l'élimination de l'offre en question, même si cette date fixe dépasse le délai de validité des offres.
- e. libellé au nom d'une société autre que celle qui a déposé son pli ou pour le compte d'un organisme autre que l'ONEE ;

C- Examen des dossiers techniques et additifs

- 13. Les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées des dossiers techniques et additifs ;
- 14. Les concurrents dont les capacités techniques et financières sont jugées insuffisantes eu égard aux critères figurant au règlement de consultation.

D- Examen des offres financières

- 15. Les offres des concurrents qui n'ont pas présenté toutes les pièces exigées de l'offre financière ;
- 16. Les offres financières qui ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- 17. Les offres des concurrents dont les actes d'engagement ne sont pas signés ;
- 18. Les offres des concurrents qui expriment des restrictions ou des réserves ;
- 19. Les offres des concurrents dont les actes d'engagement sont signés par la même personne ;
- 20. Les offres des concurrents dont les pièces de l'offre financière comportent des ratures, surcharges ou modifications, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, tels que les prix, les délais ou les conditions techniques ;
- 21. Les offres des concurrents s'ils expriment leurs offres en monnaie autre que le dirham marocain ;
- 22. Les offres des concurrents dont les prix, pour lesquels aucun sous-détail n'est exigé, sont omis et représentent plus de 5% du montant de l'estimation ;
- 23. Les offres des concurrents qui n'ont pas présenté le sous-détail de tous les prix désignés dans le modèle du sous-détail joint au dossier d'appel d'offres ;
- 24. Les offres des concurrents qui ont présenté un sous-détail des prix :
 - dont une des cases des colonnes suivantes du sous-détail est non chiffrée ou chiffrée à une valeur nulle :
 - Assurances (AT et RC) annuelles par agent
 - Frais et charges annuels par agent
 - Marge bénéficiaire annuelle par agent
 - dont le salaire annuel de travail par agent proposé (après rabais éventuel) est non chiffré ou strictement inférieur au salaire annuel minimum légal (SMIG).
- 25. Les offres jugées excessives conformément à l'article 25 ci-dessus ;

E- Examen des offres techniques

- 26. Les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces de l'offre technique ;
- 27. Les offres des concurrents qui ont proposé des offres techniques non-conformes pour l'essentiel aux spécifications du dossier d'appel d'offres telles que définies par l'article 26 ci-dessus.

Une offre non conforme pour l'essentiel est une offre qui affecte le champ, la qualité ou l'exécution du marché ou qui porte atteinte aux principes de l'équité, au regard de la concurrence, des autres concurrents ;

F- Examen de la réponse à la complétude de dossier du concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse

28. L'offre du concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse, conformément à l'article 23 ci-dessus et l'article 28 ci-dessous, quand ce concurrent, après avoir été invité par la commission d'appel d'offres dans les conditions prévues au paragraphe A-5 de l'article 40 du règlement des achats :
- ne répond pas dans le délai imparti ;
 - ne produit pas les pièces exigées ou produit des pièces non conformes aux exigences du règlement de consultation ;
 - ne satisfait pas aux conditions requises prévues à l'article 24 du règlement des achats ;
 - ne confirme pas les rectifications des erreurs matérielles demandées ;
 - n'accepte pas les corrections soulevées lors de la vérification financières conformément à l'article 21 ci-dessus ;
 - ne régularise pas les discordances constatées entre les diverses pièces de son dossier ;
 - ayant produit une déclaration sur l'honneur ou un acte d'engagement signés par une personne non habilitée à l'engager au regard de la ou des pièces justifiant les pouvoirs conférés ;
 - ne justifie pas son offre anormalement basse ou les prix jugés anormalement bas ou excessifs.
29. Les offres des concurrents qui, au cours de la procédure d'examen et d'évaluation des offres chercheraient à organiser, à leur initiative, en dérogation à l'article 29 ci-dessous, des réunions individuelles avec l'ONEE ou la commission ou tenteraient de les influencer dans la décision relative à l'attribution du marché.

E. Attribution du marché

Article 28. Complétude du dossier administratif et examen de la réponse du concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse

Il sera fait application des dispositions des alinéas 5 à 9 du paragraphe A de l'article 40 du règlement des achats.

L'offre la plus avantageuse est désignée conformément à l'alinéa g) du paragraphe A-10 de l'article 36 du règlement des achats.

En cas de groupement, chaque membre doit fournir, selon le cas, les pièces visées aux alinéas 2) du I-A, II, III et du IV de l'article 25 du règlement des achats.

Article 29. Contacts avec l'ONEE ou la commission d'appel d'offres

Aucun concurrent n'entrera de sa propre initiative en contact avec l'ONEE ou les membres de la commission sur aucun sujet concernant l'appel d'offres, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le résultat définitif de l'appel d'offres sera déclaré.

Pendant cette même période, les contacts avec les concurrents à l'initiative de l'ONEE se feront sous la responsabilité du président de la commission d'appel d'offres, seul habilité à signifier son accord pour établir des correspondances aux concurrents.

Article 30. Mise au point et signature du marché

Il sera fait application des dispositions de l'article 135 du règlement des achats.

Le marché est réputé signé par l'attributaire et approuvé après signature de l'autorité compétente.

Toutefois, et après la notification de l'attribution au concurrent retenu, l'ONEE invite l'attributaire, dans un délai fixé, à parapher et signer le cahier des prescriptions spéciales si ce dernier doit être actualisé

L'ONEE peut procéder en accord avec l'attributaire à une mise au point du marché, sans que cette mise au point puisse remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché. Cette mise au point peut être prévue notamment pour actualiser le CPS avec les addenda éventuels ou pour harmoniser le bordereau des prix-détail estimatif et le sous-détail des prix.

L'ONEE peut également inviter l'attributaire à signer le marché si la mise en forme du marché l'exige.

F. Réclamations et recours

Article 31. Réclamations et recours

Il sera fait application des dispositions des articles 152 et 153 du règlement des achats.

Le **RCDP** précise les coordonnées (adresse et fax) des entités chargées du traitement des réclamations (Maitre d'ouvrage - Autorité compétente) auxquelles les concurrents peuvent adresser leurs réclamations dans le respect des conditions et délais prévus à l'article 152 du règlement des achats.

Règlement de consultation - Dispositions générales relatif aux marchés reconductibles de gardiennage passé par appel d'offres

Version 3 (Décembre 2021)

Approuvé par décision n° ⁴⁰³ du **15 DEC. 2021**

Le Directeur Général de l'ONEE

Le Directeur Général

Abderrahim EL HAFIDI

15 DEC. 2021